

ment abouti et fournit au lecteur une mosaïque de points de vue, permettant de sortir d'une vision linéaire et monolithique de l'histoire. Cet échange est également une invitation à une réflexion plus large sur l'écriture des sciences sociales, chaque discipline regardant le monde à travers le prisme de ses propres œillères méthodologiques. Ici, le travail entrepris par Isabelle Delpla, Xavier Bougarel et Jean-Louis Fournel dépasse donc largement le thème de l'ouvrage, car derrière cette interrogation sur le travail de l'enquête, se pose aussi la question du statut du chercheur face à l'acteur et de la ligne assez floue qui les sépare.

Amaël CATTARUZZA

Maître de conférence

Centre de Recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan

Marina GLAMOTCHAK, *L'Enjeu énergétique dans les Balkans, Stratégie russe et sécurité européenne*, Éditions TECHNIP, Paris, 2013, 195p.

Depuis l'implosion de la Yougoslavie, les pays de la région nés d'un processus de balkanisation, ont été le sujet de nombreuses analyses scientifiques. Les violents conflits armés, les interventions militaires occidentales, principalement états-uniennes, la difficile transition démocratique ou encore le développement économique de la région demeurent des sujets de recherche particulièrement pertinents qui aident à mieux cerner les spécificités de la région balkanique.

Cet ouvrage rédigé par Marina Glamotchak met l'accent sur les enjeux énergétiques – toutes énergies fossiles et renouvelables confondues – dans les Balkans occidentaux, c'est-à-dire la Serbie, la Croatie – devenue entre-temps le 28^e membre de l'Union européenne (UE) en juillet 2013 –, le Monténégro et la République serbe de la Bosnie-Herzégovine nommée Republika Srpska. Chaque chapitre de l'ouvrage étudie successivement lesdits pays et dresse une

fiche énergétique de chacun d'entre eux afin de mettre en avant leurs spécificités et caractéristiques. Ces pays, aussi différents soient-ils eu égard à leurs consommations énergétiques, à la composition des mix énergétiques nationaux, des approvisionnements et des réserves nationales ont des points communs qui ne peuvent être occultés.

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES PAYS ÉTUDIÉS

La Serbie, soucieuse d'assurer sa sécurité énergétique, a massivement investi dans ce secteur, principalement avec le support de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Fort de ses relations historiques avec la Russie, le pays multiplie les projets avec cette dernière, tout en veillant à sa normalisation sur la scène politique et commerciale européenne, après le conflit au Kosovo, en vue d'une hypothétique intégration à l'UE. Conscient de la place géographique avantageuse qu'occupe le pays, le gouvernement et les hommes d'affaires cherchent à multiplier les connexions physiques aux réseaux gazier et électrique avec les pays voisins, mais aussi avec les pays membres de l'UE.

La Croatie, dont l'intégration à l'Union européenne dépend de l'accomplissement de critères énergétiques en matière de libéralisation et de concurrence (comme par exemple l'application du troisième paquet énergie) demeure très dépendante des approvisionnements pétroliers et gaziers qui transitent par la Hongrie. Sa position géographique a permis de lancer la construction d'un terminal de regazéification de gaz naturel liquide sur l'île de Krk. Ce projet d'importance régionale et dont la mise en service est prévue pour juin 2017 devrait permettre d'approvisionner les pays voisins, c'est-à-dire l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Slovaquie.

Les accords de Dayton ont eu une influence considérable sur la constitution du secteur énergétique en Bosnie-Herzégovine. La division ethnique entre les trois principaux groupes (Croates, Bosniaques, Serbes) se retrouve dans le secteur de l'énergie, ce qui fait que les réseaux sont exploités sur une base ethnique. Cela grève par conséquent la rentabilité économique et empêche l'émergence d'une stratégie nationale qui non seulement faciliterait l'émergence d'une organisation plus efficiente mais encore ouvrirait la voie à un consensus lors de la discussion de grands projets tels que les gazoducs

South Stream et TAP. Au moment de la publication de l'ouvrage, la Republika Srpska semblait être plus encline à soutenir le premier projet, tandis que les parties bosniaque et croate étaient plus favorables au second. La récente annulation par le gouvernement russe du projet South Stream vient mettre un terme aux aspirations des États balkaniques impliqués et/ou intéressés par le projet russe. Il semblerait donc intéressant que les prochaines recherches se penchent sur la façon dont ces pays envisagent le futur de leur sécurité des approvisionnements sans l'apport du gazoduc South Stream.

Le Monténégro, dont le territoire est situé en dehors des grands axes de circulation balkaniques, est plus isolé ; il s'avère avant tout soucieux de mener à bien sa politique à caractère écologique puisque l'État s'est autoproclamé « État écologique » en 1990. La situation de ce pays, qui importe l'intégralité du gaz et du pétrole qu'il consomme, est donc délicate et son interconnexion aux infrastructures des pays voisins est d'autant plus nécessaire afin de pallier la faiblesse de la sécurité énergétique.

LES BALKANS OCCIDENTAUX :

UNE NOUVELLE ZONE DE TRANSIT DU GAZ NATUREL

La sécurité énergétique est au cœur des préoccupations européennes ; cela s'est renforcé après les deux crises gazières qui ont opposé l'Ukraine et la Russie successivement en 2006 et 2009 (sans parler des événements de 2014). Suivant une logique de diversification des approvisionnements (routes et producteurs), l'UE tente d'ouvrir un quatrième corridor énergétique. De par sa position de carrefour géographique, les États de la région balkanique bénéficieraient de l'ouverture du corridor en assurant d'une part un approvisionnement énergétique et en touchant des devises liées au transit d'autre part.

Les projets de gazoducs se sont multipliés ces dernières années : ITGI, White Stream, SEEP, etc. Cependant, les deux grands projets phares ayant un retentissement international dans les médias sont le gazoduc russe South Stream dont la construction a été précipitamment anticipée en 2013 et le projet Nabucco, conjointement soutenu par les États-Unis et l'UE, qui contourne le territoire russe. Les révisions du projet, suite aux difficultés rencontrées – essentiellement

trouver une source d’approvisionnement du gazoduc – n’ont toutefois pas permis au projet de s’imposer et le gazoduc TAP a été préféré. Quant au South Stream, ce programme a été abandonné début décembre 2014. Les multiples modifications ou arrêts de projets sont la preuve de la difficulté de trouver des accords sur les coûts et les modalités législatives du transport du gaz en Europe.

Malgré le rôle des États-Unis dans la région qui entendent limiter l’extension de la zone d’influence russe, notamment dans le secteur énergétique, la plupart des pays étudiés ont soutenu le projet russe et ont signé des accords avec le Kremlin – accords qui ont été accompagnés de gros avantages – pour assurer la construction du gazoduc et circonscrire, autant que faire se peut, l’application complète des règles européennes. Il semble, à l’heure actuelle, que ces efforts ont été vains ; ce qui risque de ne pas faciliter le dialogue entre les États balkaniques favorables au South Stream et les institutions européennes qui n’ont jamais soutenu le projet.

VERS UNE INTÉGRATION EUROPÉENNE :

APPLICATION DE LA LÉGISLATION EUROPÉENNE ET CONNEXION AU RÉSEAU

La question de la construction de nouvelles infrastructures censée assurer la sécurité énergétique fait écho au processus d’intégration régional de ces pays aux infrastructures européennes et, par ce biais, à l’adoption de la législation européenne en matière d’énergie, essentiellement dans le secteur gazier et électrique. La constitution de la Communauté de l’énergie, dont le Traité a été signé en 2005, a pour but l’extension du marché intérieur de l’énergie de l’UE au-delà de ses frontières en facilitant la collaboration avec les États tiers de la région balkanique ; elle pourrait également résoudre le manque crucial d’infrastructures qui grève à la fois le développement économique et la sécurité énergétique de la région. Les pays étudiés par l’auteur se doivent d’appliquer dans les mois, voire les années à venir, les règles du marché européen. L’extension progressive du droit européen hors des frontières européennes n’est pas sans provoquer des tensions avec la Russie qui cherche à contourner ces impératifs. De fait, les États balkaniques, en accord avec la Russie, ont chacun fait du gazoduc South Stream un projet national afin d’éviter que celui-ci ne tombe sous le joug des règles européennes.

Il n'empêche que, malgré de tels subterfuges, ils devront se plier aux règles, surtout s'ils souhaitent intégrer l'UE. À l'instar de la Croatie, des pays comme le Monténégro et la Serbie ont ébauché une politique de libéralisation et amorcent une politique de séparation des activités de distribution et de production. Les objectifs en matière de droit européen sont loin d'être atteints, mais le processus semble s'être enclenché. La question de la subvention des prix de l'énergie dans la région reste un sujet épineux qui pourrait mener à des tensions sociales en cas d'abandon de cette pratique.

La difficulté, pour les Balkans comme pour la Russie et les pays tiers est d'opérer le distinguo entre l'avancée de l'UE – qui n'est pas forcément perçue négativement puisqu'elle facilite l'émergence de cadres économiques et juridiques stables et relativement transparents – et l'extension de l'OTAN – perçue comme une menace, principalement du côté russe. La confusion entre l'UE et l'OTAN n'est pas un facteur d'apaisement dans une zone en voie de normalisation après les nombreux conflits armés des années 1990.

DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX

La localisation stratégique des Balkans occidentaux, la pacification de la région, mais aussi le manque de réserves – voire l'absence de gaz et de pétrole, dans certains pays – ainsi que la destruction d'une grande partie des infrastructures durant les années 1990 sont autant de critères qui incitent les étrangers à investir dans la région.

Parmi les Européens, les pays limitrophes ont davantage tendance à investir que les autres, ce qui est le cas de MOL, entreprise hongroise qui a fortement investi en Croatie et Bosnie-Herzégovine. Les entreprises russes comme Gazprom Neft ou Lukoil portent un intérêt croissant pour la zone qui offre de nombreux potentiels. Cette présence russe dans le secteur économique s'est affirmée depuis la fin des conflits armés et, à l'heure actuelle, les investissements russes ne se limitent plus uniquement à la sphère énergétique. Le tourisme et les transports sont des secteurs qui intéressent de plus en plus les investisseurs russes.

Le dernier grand investisseur dans la région n'est autre que la Chine qui investit massivement et offre des conditions bien plus avantageuses – raison principale de son succès. Les investisseurs

chinois, à l'opposé des investisseurs russes et européens, n'imposent pas de conditions politiques et économiques à leurs partenaires commerciaux. De plus, les entreprises chinoises proposent des projets à des prix largement inférieurs. Le fait que la Chine n'ait pas été particulièrement affectée par la crise économique et financière lui permet de prendre plus de risques et d'investir là où les Européens ne le peuvent pas ou du moins se montrent plus précautionneux. Actuellement, la Chine a réussi à s'imposer dans les Balkans occidentaux comme fournisseur de technologies pour les énergies renouvelables.

LA DIFFICILE MISE EN VALEUR DES POTENTIELS DE LA RÉGION

Bien que les pays étudiés ne détiennent pas ou peu de réserves d'énergies fossiles, les potentiels énergétiques sont nombreux surtout en matière d'énergies renouvelables. Les parcs éoliens se développent progressivement, malgré les problèmes d'intermittence de la production de ce type d'énergie. L'usage de la biomasse est aussi une option intéressante pour des pays comme le Monténégro, mais le plus gros potentiel de la région reste avant tout la production d'énergie hydraulique. Tous les pays étudiés par l'auteur sont dotés de cours d'eau qui permettraient la construction d'infrastructures, tels que des barrages, pour produire de l'électricité. Très dépendants des importations de gaz et de pétrole, ils pourraient dans un premier temps devenir plus autonomes et faire baisser leurs factures énergétiques. Dans un deuxième temps, ils seraient en mesure d'exporter l'électricité produite aux pays voisins, la plupart membres de l'UE ; ce qui occasionnerait une nouvelle source de rentrée d'argent. Dans ce contexte, le développement des interconnexions semble intéressant. Troisièmement, cela pourrait être une amorce vers une décarbonisation progressive des mix énergétiques.

La mise en valeur de ces potentiels n'est pourtant pas si simple. Comme au sein de l'UE, les tensions entre protecteurs du climat et protecteurs de l'environnement se font ressentir. Beaucoup d'ONG s'opposent à la construction de barrages qui pousseraient à noyer des régions entières, mais aussi à corseter un grand nombre de cours d'eau, avec des conséquences sur la biodiversité et les populations des régions ciblées.

Le problème structurel de la région dans la mise en valeur de ses potentiels demeure avant tout la corruption endémique qui peine à

être enrayée. L'auteur décrit dans son ouvrage un grand nombre de scandales et de pots-de-vin qui ont impliqué les politiciens et hauts fonctionnaires des gouvernements respectifs. Bien que ces pays tentent de se normaliser sur la scène politique et économique, il semble que de nombreux efforts en matière de lutte contre la corruption restent à fournir.

CONCLUSION

Le travail de recherche conduit par Marina Glamotchak dresse le bilan de la situation énergétique de ces pays balkaniques partagés entre leurs propres intérêts et les enjeux liés aux investissements internationaux, qu'ils soient européens, russes ou chinois. Les enjeux sont polymorphes puisqu'ils touchent des questions à la fois sécuritaires, politiques et économiques et déchaînent les passions. Le cas du gazoduc South Stream en est la parfaite illustration. Cette étude s'adresse essentiellement aux personnes désireuses d'obtenir des informations précises et factuelles. Il faut toutefois garder à l'esprit que la publication précède les tensions russo-eruo péennes qui ont mené, entre autres, à l'annulation du projet South Stream.

Aurélie Bros

Docteur en géopolitique
Prodig UMR 8586, Paris I

Delphine BECHTEL et Luba JURGENSON (dir.), *Le tourisme mémoriel en Europe centrale et orientale*, Paris, Éditions Petra, col. Usages de la mémoire, 311 p.

Le tourisme mémoriel n'est pas un phénomène récent. Né au lendemain de la Première Guerre mondiale, ses premiers avatars consistent en des visites des champs de batailles, avant de se développer dans les années 1970 aux États-Unis, en même temps que les études généalogiques. À partir de la fin des années 1980, en Europe centrale et orientale, il prend une ampleur singulière. La vigueur nouvelle de ce phénomène a plusieurs raisons : d'une part ses objets